



Congrès annuel du Sinn Féin à Athlone:

UNE VISION POUR UN GOUVERNEMENT PARTICIPATIF ET UNE RECONNAISSANCE INTERNATIONALE



Michelle O'Neill, vice-présidente
du Sinn Féin – première ministre
désignée

Time For Change



Le congrès du Sinn Féin qui s'est tenu récemment à Athlone ne fut pas seulement un rassemblement des membres du parti mais une tribune en écho avec une dynamique de changement et de progrès.

La première ministre désignée d'Irlande du nord [ndlt: de l'Assemblée de Stormont], Michelle O'Neill, vice-présidente du Sinn Féin, a reflété le désir exprimé pour un gouvernement participatif et la nécessité urgente pour le DUP (Democratic Unionist Party) de mettre fin à son boycott de Stormont. Son discours fut un appel lancé aux ministres du gouvernement d'Irlande du Nord à reprendre leurs fonctions, soulignant la nécessité de prendre des décisions pour le bien commun.

“Le boycott de Stormont entrave notre progrès en tant que communauté. Nous avons besoin que les ministres locaux soient en poste, participent activement et prennent des décisions cruciales qui nous concernent tous”, a souligné O'Neill.

L'événement a mis en valeur la participation démocratique, les délégués présentant de nombreuses contributions éloquentes. La vice-présidente Michelle O'Neill a exprimé son admiration pour la profondeur et la diversité des idées avancées par les participants et a salué leur engagement collectif à façonner un avenir meilleur pour tous en Irlande.

L'importance et la portée du Congrès ont été soulignées par la présence de dignitaires respectés venus d'Europe. O'Neill a salué la présence de nombreux ambassadeurs et dirigeants de partis politiques, témoignant leur intérêt pour le paysage politique irlandais. Les contributions de l'ambassadeur de Palestine en Irlande et des dirigeants des partis basque EH Bildu et catalan ERC furent particulièrement éloquentes. Leurs interventions sur le droit à l'autodétermination ont résonné profondément avec le public, soulignant la pertinence mondiale du cheminement de l'Irlande vers la réunification.

“En Europe, les yeux sont tournés vers l'Irlande. Notre potentiel à diriger des gouvernements au nord comme au sud n'aura pas seulement un impact sur notre nation mais aura aussi un écho sur la scène mondiale”, a remarqué la première

ministre désignée, Michelle O'Neill.

Elle a mis l'accent sur l'engagement du Sinn Féin en faveur d'un programme pacifique et progressiste, qui défend les droits de toutes les communautés et cherche à créer une société juste et équitable. La perspective de voir le leadership du Sinn Féin occuper le devant de la scène en Irlande est prometteuse, non seulement pour la nation mais pour le monde entier.

“Notre objectif est de diriger avec intégrité et solidarité. Nous sommes prêts à apporter une contribution significative, non seulement à l'Irlande mais au monde, comme symbole de gouvernance progressiste”, a conclu O'Neill.

Le congrès du Sinn Féin à Athlone ne fut pas seulement un rassemblement politique; ce fut un témoignage du pouvoir de l'unité, de la vision collective et de la promesse d'un avenir meilleur et plus équitable pour tous.



Mary Lou McDonald, présidente du Sinn Féin et Michelle O'Neill vice-présidente, durant le congrès avec des élus du Sinn Féin.

Réunions à Lisbonne

La délégation du Sinn Féin a rencontré le ministre portugais des affaires étrangères, João Cravinho, le président du Parlement portugais, Augusto Ernesto dos Santos, l'Ambassadeur d'Irlande au Portugal - Alma Ní Choighleigh, des partis politiques, dont le Parti socialiste (PS), le Bloco de Esquerda (Bloc de gauche) et le Partido Comunista Português (PCP), et ont donné un briefing à l'Association de la Presse Etrangère.

La Présidente de SF était accompagnée de sa Chef de Cabinet Dawn Doyle.

La délégation était épaulée par la représentante de SF pour l'Europe - Martina Anderson.



Rencontre avec le président du Parlement portugais, Augusto Ernesto dos Santos



Rencontre avec le Parti Socialiste au gouvernement, le Bloc de Gauche (Bloco de Esquerda) et le Parti Communiste portugais (PCP)



Rencontre avec l'Ambassadeur d'Irlande au Portugal Alma Ní Choighleigh



Briefing avec l'Association de la presse étrangère portugaise



La présidente du Sinn Féin Mary Lou McDonald et le porte-parole du Sinn Féin pour les affaires étrangères Matt Carthy rencontrent à Lisbonne le ministre portugais des affaires étrangères - João Cravinho

LES PAYS NEUTRES COMME MÉDIATEURS IMPARTIAUX DANS LES DIFFÉRENDS INTERNATIONAUX

La Présidente du Sinn Féin Mary Lou McDonald et le porte-parole du parti pour les affaires étrangères Matt Carthy se sont rendus au Portugal où ils ont assisté à des réunions avec le Président du Parlement portugais, les dirigeants parlementaires des partis politiques et le ministre portugais des affaires étrangères. Ils ont également informé les médias internationaux des développements politiques en Irlande à l'Association de la Presse étrangère de Lisbonne.

Au cours des échanges, Mary Lou McDonald et Matt Carthy ont informé les dirigeants des changements en cours en Irlande. Ils ont également discuté des avantages de l'unité irlandaise pour toutes les communautés et de la nécessité de commencer les préparatifs en vue d'un changement constitutionnel sur l'île.

Il a été évoqué la manière dont le Portugal gère des sujets tels que la santé, la politique du logement et la mise en œuvre de mesures sur le climat.

Mary Lou McDonald et Matt Carthy ont présenté la vision du Sinn Féin sur le rôle de l'Irlande au sein de la communauté internationale, en mettant l'accent sur l'importance de pays comme l'Irlande qui sont militairement neutres, et sur la raison pour laquelle la présence de pays neutres et non militairement alignés comme l'Irlande dans l'Union Européenne revêt une importance significative pour la stature internationale de l'UE et son engagement en faveur de la diplomatie et de la paix.

La députée Mary Lou McDonald a déclaré que la neutralité est un aspect essentiel qui devrait être explicitement abordé dans les traités de

l'UE pour plusieurs raisons irréfutables.

"L'UE, en tant qu'organisation supranationale, cherche à se présenter comme un défenseur de la résolution pacifique des conflits et de la diplomatie sur la scène mondiale.

« En comptant des États membres comme l'Irlande qui adhèrent à une politique de neutralité militaire, l'Union démontre son engagement en faveur de la non-agression et de la paix.

« Les pays neutres peuvent servir de médiateurs impartiaux dans les différends internationaux. Leur absence d'alliances militaires avec les grandes puissances leur permet de s'engager dans une diplomatie avec neutralité et objectivité, ce qui est inestimable lorsque l'UE est appelée à jouer un rôle de médiateur dans des conflits ou à participer à des négociations de paix.»

L'Irlande a une longue histoire en matière de diplomatie et de maintien de la paix, ce qui en fait un candidat idéal pour de tels rôles.

Le porte-parole du Sinn Féin pour les affaires étrangères, Matt Carthy, a ajouté : « Cette visite au Portugal a été une excellente occasion de présenter la vision du Sinn Féin pour l'Irlande sur la scène internationale et d'informer les dirigeants portugais des développements en Irlande.

« Nous avons présenté le point de vue du Sinn Féin sur le fait que la neutralité de l'Irlande lui confère un rôle unique à jouer en Europe.

"La présence de pays non alignés est un avantage pour l'UE, lui permettant de défendre plus efficacement ses valeurs et ses intérêts, se positionnant ainsi comme un leader dans la promotion du multilatéralisme, des droits de l'homme et de la paix mondiale."

L'UE DOIT CHANGER DE CAP SUR LA PALESTINE, SINON ELLE PERDRA SA CRÉDIBILITÉ

MATT CARTHY

Si quiconque avait des questions sur l'absolue nécessité pour l'Irlande de maintenir une politique étrangère indépendante, celles-ci ont reçu une réponse le jour où les présidents de la Commission Européenne et du Parlement Européen ont atterri à Tel Aviv et ont fourni un soutien inconditionnel à Israël alors qu'il s'apprêtait à lancer un assaut féroce et illégal sur Gaza.

La réaction de nombreux de leaders internationaux aux actions récentes d'Israël a été honteuse. Ce fut particulièrement vrai et regrettable de la part de l'UE.

Par son incapacité à condamner les actes flagrants d'agression d'Israël, l'Union Européenne est en train de perdre toute crédibilité à apparaître comme une voix pour la paix, le droit international et les règles fondamentales de l'humanité pour aussi longtemps qu'elle refuse de prendre position. Le contraste avec la position rapide et sans équivoque – et il faut dire correcte – de l'UE en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie est flagrant. Mais cette position sur la Russie et l'Ukraine est affaiblie lorsqu'une règle différente est appliquée à Israël et à la Palestine. Les actions du Hamas le 7 octobre furent horribles et ont été condamnées par toutes les personnes sensées de par le monde. Mais l'histoire n'a pas commencé le 7 octobre et les crimes de guerre commis ce jour-là ne sont pas une justification pour les crimes de guerre commis par Israël chaque jour depuis. La prise délibérée pour cible et l'assassinat de civils, y compris des milliers d'enfants,



Matt Carthy, porte-parole du Sinn Féin sur les affaires étrangères

le bombardement et la destruction d'infrastructures civiles, le déplacement forcé de presque 2 millions de personnes et la privation de carburant, de nourriture et d'eau pour la population civile, sont des violations manifestes du droit international, sans compter la multitude d'infractions au droit international infligées au peuple de Palestine par Israël durant des décennies : l'occupation, l'apartheid, l'annexion, les punitions collectives, la détention administrative et les attaques incessantes sur les populations innocentes; la liste est longue. Des mesures doivent être prises en réponse car Israël n'arrêtera pas tant que le monde ne le forcera pas. Si les dirigeants internationaux ne s'unissent pas pour agir, alors des pays tels que l'Irlande doivent prendre les devants. Mais si l'UE ne change pas de cap, elle perdra toute crédibilité pour montrer du doigt d'autres régimes agressifs ou pour s'auto-proclamer une voix pour la paix et la résolution des conflits.



Paul Gavan, sénateur Sinn Féin

L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL
DE L'EUROPE (PACE) TOURNE SON
ATTENTION VERS LE NORD DE L'IRLANDE

En qualité de membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (PACE), l'Assemblée Européenne des droits de l'homme, le sénateur du Sinn Féin Paul Gavan s'est efforcé de placer le nord de l'Irlande à l'ordre du jour à travers une série d'initiatives.

Au cours des 12 derniers mois, Paul a réussi à obtenir un rapport de l'Assemblée sur l'impact du Brexit sur les droits de l'homme en Irlande.

Le rapport, approuvé par plus d'un membre sur deux de l'Assemblée, est très critique à l'égard du gouvernement britannique quant à sa position sur le Protocole, sur la 'Legacy Bill' [législation qui fournit l'immunité pour les anciens militaires britanniques et leurs actions dans le nord de l'Irlande] et leurs décisions unilatérales qui affaiblissent l'Accord du Vendredi Saint de 1998.

Le rapport est un message sans équivoque de la part de l'Assemblée au gouvernement britannique : c'est une nécessité absolue de respecter les droits de l'homme, de respecter la juridiction de la Cour Européenne des droits de l'homme, de protéger l'Accord du Vendredi Saint et de renoncer à prendre des mesures unilatérales.

Le rapport de la PACE souligne : « Le Brexit a déjà conduit à une diminution des droits des citoyens irlandais et européens en Irlande du Nord et risque de les dégrader encore plus à l'avenir. »

Il rappelle également les « vives inquiétudes » concernant la compatibilité de la 'Legacy Bill' du gouvernement britannique avec la Convention Européenne des droits de l'homme.

Paul a également obtenu un message clair de soutien de la part du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe à propos de la 'Legacy Bill' en réponse à une question parlementaire.

Le ministre islandais des affaires étrangères, Thórhís Kolbrún Reykþjard Gylfadóttir, a exprimé de « vives inquiétudes » quant au non-respect de la Convention Européenne des droits de l'homme (CEDH), indiquant que cette loi empêcherait le dédommagement des victimes. Lorsque la loi fut adoptée, plusieurs défenseurs européens des droits de l'homme, dont le commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Volter Türk, et le Comité des Ministres, ont expliqué au gouvernement britannique que le « Legacy Act » violait le droit international.

En réponse aux inquiétudes croissantes concernant les droits de l'homme dans le nord de l'Irlande, Paul a récemment obtenu la garantie d'un nouveau rapport sur la « mise en œuvre de l'Accord du Vendredi Saint » après avoir déposé une proposition de résolution, qui devrait être débattue en 2024.

S'exprimant avant la nomination d'un rapporteur, le sénateur Paul Gavan a déclaré : « La PACE est profondément préoccupée par le fait que les protections des droits de l'homme, qui font partie intégrante de l'Accord du Vendredi Saint, font l'objet d'attaques permanentes de la part des Conservateurs britanniques. Ce rapport de la PACE sur la mise en œuvre du GFA [Good Friday Agreement] sera à la fois opportun et bienvenu. »

VISITE DES DÉPUTÉS SUÉDOIS EN IRLANDE

Patricia Logue, maire de la ville de Derry et conseillère du district de Strabane, a accueilli les députés suédois Håkan Svenneling, Hanna Gunnarsson et Madeleine Nyvall dans le nord-ouest pour discuter des défis auxquels cette circonscription frontalière est confrontée à la suite du Brexit. La visite a inclus des réunions avec un large éventail de parties prenantes, notamment des représentants politiques du Nord et du Sud, des groupes associatifs et des organisations de défense des droits de l'homme.

S'exprimant après la visite, la maire Logue a déclaré : « 25 ans après les Accords du Vendredi Saint, il est important que la communauté internationale reconnaisse ce qui a été réalisé et l'importance du rôle de l'UE dans le respect des droits des citoyens ici en protégeant les Accords du Vendredi Saint dans toutes ses parties et en veillant à ce que le Brexit n'entraîne pas un durcissement de la frontière.

Patricia Logue a poursuivi : « Le Brexit a également accéléré les discussions sur le changement constitutionnel sur cette île. Les habitants [du Nord de l'Irlande] ont voté massivement pour rester dans l'Union européenne et dans des endroits comme Derry et Strabane, notre économie repose sur le droit à la libre circulation des personnes et des biens. La solution aux problèmes posés par le Brexit est évidente pour un nombre grandissant de personnes vivant ici, afin de retrouver notre identité européenne dans le cadre d'une nouvelle Irlande unie. »

« Il fut particulièrement encourageant pour la délégation d'entendre toute une gamme de points de vue de tous les bords politiques, d'être témoin de la relation que nous entretenons avec nos voisins du comté du Donegal (ndlr : situé en Irlande du sud) et d'entendre les groupes associatifs qui ont été dévastés par la perte de leur financement par l'Union européenne. »

La maire a conclu : « J'espère sincèrement que la délégation a trouvé cette visite d'information utile et qu'elle utilisera son influence au sein de la communauté internationale pour plaider en faveur de la paix, de la prospérité et de l'espoir pour le peuple irlandais. »

Après une réunion avec la maire de Derry, les députés suédois Håkan Svenneling, Hanna Gunnarsson, Linda Snecker et Madeleine Nyvall ont également rencontré le président de l'Assemblée de Stormont, tous les principaux partis politiques, le député John Finucane, des élus municipaux et régionaux d'Inishowen et de Letterkenny, des députés du parlement national irlandais à Leinster House et des associations et défenseurs des droits de l'homme à Belfast et Derry.



Patricia Logue, maire de la ville de Derry et conseillère du district de Strabane, accueille les députés suédois à Derry

LE « LEGACY ACT » BRITANNIQUE CRITIQUÉ

Des parlementaires de toute l'Europe ont demandé à leurs ministres des affaires étrangères quelles mesures ils proposeraient conjointement avec leurs collègues européens en raison des manquements du gouvernement britannique à ses obligations internationales en matière de droits de l'homme.

Avec cette loi, le gouvernement britannique viole clairement ses obligations au titre de l'article 2, telles que définies dans le protocole de l'accord de retrait du Brexit.

L'article 2 indique clairement qu'il ne devrait y avoir aucune diminution des droits énoncés dans l'Accord du Vendredi Saint (GFA), en raison du Brexit. Les droits des victimes



sont couverts dans la section sur les Droits et Opportunités du Good Friday Agreement.

Depuis sa sortie de l'UE, le gouvernement britannique s'est attaqué aux droits des victimes, comme l'illustrent de manière frappante les dispositions du 'Legacy Act' qui ont été condamnées par tous les partis politiques irlandais et tous les défenseurs

des droits de l'homme au niveau national et international, y compris par le Commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies.

Le 'Legacy Act' du gouvernement britannique a suscité un déchaînement d'inquiétude à travers l'Europe, déclenchant une vague de débats et de discussions et une appréhension généralisée.

Cette législation qui vise à protéger les soldats britanniques contre des poursuites pour des infractions commises lors d'opérations militaires à l'étranger, a déclenché une tempête d'observations et de condamnation internationales.

Dans son principe, la loi vise à ériger une barrière juridique protégeant les anciens

combattants de l'armée britannique de toute poursuite en justice pour des actions menées lors de conflits à l'étranger.

La réaction européenne à cette législation a été rapide et catégorique.

L'Union européenne, ainsi que plusieurs organisations internationales de défense des droits de l'homme, se sont opposées avec véhémence à cette loi, estimant qu'elle porte atteinte aux obligations juridiques internationales de la Grande-Bretagne et affaiblit l'engagement mondial en faveur de la justice et de la responsabilité.

L'intensité de la réaction des nations européennes reflète une préoccupation profonde quant au caractère sacré du droit international et à la protection des droits de l'homme.

DES RÉFÉRENDUMS SUR L'AUTODÉTERMINATION ET L'UNITÉ SONT DANS L'INTÉRÊT NATIONAL

Declan Kearney - Sinn Féin

Le député Sinn Féin de Stormont, Declan Kearney, a exposé les défis non résolus pour la prochaine phase du processus de paix tout en présentant le nouveau programme politique du parti, « Une nouvelle Irlande pour tous ».

S'exprimant récemment au congrès du parti à Athlone, le Représentant national du parti a déclaré :

« 25 ans après l'Accord du Vendredi Saint, il est temps d'entamer la prochaine phase de processus de paix. Le défi auquel nous sommes tous confrontés aujourd'hui est de faire en sorte que le processus politique fonctionne et de déterminer la stratégie des 25 prochaines années : lutter contre le sectarisme et parvenir à la réconciliation.

« De nouvelles voix importantes issues de la diversité des identités protestantes et unionistes débattent désormais du changement constitutionnel.

« Comprendre et nous engager avec les identités et la culture protestantes est l'une des conversations les plus importantes qui doit avoir lieu.

« Il incombe aux républicains la responsabilité majeure de dialoguer avec les protestants et les unionistes pour mieux comprendre leurs préoccupations actuelles. Les réserves sont légitimes.

« Notre paysage politique est compliqué en raison de l'héritage du colonialisme et de la ségrégation sectaire. Le logement et l'éducation reflètent la réalité structurelle du sectarisme.

« L'échec de la mise en œuvre de l'Accord du Vendredi Saint et de sa Déclaration des droits est au cœur de cette difficulté.

« Notre nouveau programme politique, « Une nouvelle Irlande pour tous », expose les défis à relever pour mettre fin à la ségrégation sectaire, lutter contre les attitudes sectaires, et parvenir à la réconciliation dans le contexte d'un changement constitutionnel et politique.

« L'éradication de la ségrégation sectaire et la



rupture avec l'engrenage du sectarisme doivent être intégrées dans tous les processus de politiques publiques. Cela signifie que le rôle des institutions gouvernementales dans le Nord, et sur une base Nord/Sud, devrait être redéfini pour réaliser cet objectif.

« La logique démocratique pour gérer le changement est désormais incontournable. C'est pourquoi le gouvernement irlandais, et ceux qui gouverneront la Grande-Bretagne à l'avenir, devraient commencer à planifier et préparer la transition vers l'unité.

« Le moment est venu de créer une Assemblée citoyenne sur la réunification.

« Les référendums d'autodétermination et d'unité sont dans l'intérêt national : ouvrir un débat véritablement démocratique sur notre avenir collectif sur cette île, qui aborde les priorités économiques et sociales des travailleurs et des familles des 26 comtés ; façonner un modèle économique pour toute l'Irlande pour répondre aux besoins du plus grand nombre et, pour la première fois, une opportunité de concevoir une République centrée sur les citoyens et fondée sur les droits, qui célèbre notre diversité nationale. »



L'accent mis par l'Accord du Vendredi Saint sur l'autodétermination et la démocratie sert d'exemple pour la Catalogne

- Jordi-Solé I Ferrando de Catalogne

Le président d'Esquerra Republicana (ERC) Oriol Junqueras, et le député européen Jordi Solé ont mené une mission d'information au nord et au sud de l'Irlande. Voici des extraits d'un article de Jordi Solé sur ce qu'ils ont entendu et appris.

L'Accord de paix du Vendredi Saint, qui célèbre cette année son 25^e anniversaire, représente un puissant symbole de diplomatie, de paix et de l'importance du pouvoir démocratique.

Gerry Adams, une figure clé dans la création de l'Accord, a souligné l'importance du rôle du Sinn Féin lors de notre réunion à Belfast.

Il a souligné que la force démocratique de chaque parti prenant part aux négociations joue un rôle central dans la détermination du résultat des négociations politiques. En substance, les termes de l'Accord auraient pu être différents si le Sinn Féin avait eu un plus lourd poids politique à l'époque.

L'Accord reconnaît la légitimité des deux perspectives dans le nord de l'Irlande : la réunification et la poursuite de l'union avec la Grande-Bretagne. Il appela à une coexistence pacifique et, notablement, souligna la possibilité d'un référendum d'autodétermination sur la réunification de l'île.

En dépit de 25 années de paix qui ont contribué à panser de profondes blessures et à promouvoir un certain progrès économique, la mise en œuvre de l'Accord se heurte à des difficultés. L'échec des tentatives de formation de gouvernement dans le nord de l'Irlande au bout de 20 mois souligne la nécessité de poursuivre la réconciliation.

Nous avons rencontré lors de notre visite le maire de Belfast Ryan Murphy, et le président de l'Assemblée de Stormont Alex Maskey, qui ont insisté sur leur responsabilité de représenter tous les citoyens, quelle que soit leur affiliation politique. Cet engagement en faveur de la réconciliation fait écho à la symbolique de la bande blanche du drapeau irlandais, représentant la paix entre catholiques et protestants.

Nous nous sommes également rendus au Centre du patrimoine républicain Roddy McCorley et à des lieux de commémoration dans les quartiers républicains et unionistes. Ces lieux de mémoire servent à rappeler le passé tout en œuvrant à la réconciliation, comme énoncé dans l'Accord.

Gerry Adams a mis l'accent sur le fait que passé et présent ne doivent pas nécessairement déterminer l'avenir.

La perspective d'une Irlande réunifiée reste ouverte, avec un vent de changement de plus en plus prononcé, notamment avec la possibilité d'une victoire du Sinn Féin aux prochaines élections législatives en République d'Irlande.

L'accent mis par l'Accord du Vendredi Saint sur l'autodétermination et la démocratie sert d'exemple pour la Catalogne, soulignant l'importance de ces principes pour surmonter les conflits politiques.

En cas de changement de préférence des citoyens du nord de l'Irlande, l'Accord fournit un mécanisme clair pour le changement, renforçant l'importance de la démocratie et du compromis.

L'héritage de l'Accord du Vendredi Saint met en évidence le rôle de la force démocratique et de la coexistence pacifique dans la résolution des conflits. Il sert de modèle pour résoudre les différends politiques et ses principes continuent de guider la voie vers la réconciliation et l'autodétermination, tant en Irlande qu'au-delà.

SOUTIEN DU PARLEMENT BASQUE POUR L'ACCORD DU VENDREDI SAINT ET PROJET DE VISITE OFFICIELLE EN IRLANDE

Lors d'une session de la Commission des affaires européennes et de l'action extérieure tenue le 10 novembre 2023, le Parlement basque a soutenu sans équivoque l'Accord du Vendredi Saint, exprimant sa profonde satisfaction quant à son rôle décisif dans le processus de paix qui a réussi à favoriser stabilité et coexistence dans le nord de l'Irlande. La motion était présentée par EH Bildu et soutenue par la plupart des partis représentés à la Chambre (EAJ PNV, EH Bildu, PSE-EE et Elkarrekin Podemos-IU, qui détiennent 68 des 75 sièges au parlement).

La Commission a rejeté avec véhémence les tentatives visant à bloquer la mise en œuvre des principes énoncés dans l'Accord du Vendredi Saint et a appelé au rétablissement d'un fonctionnement normal des institutions dans le nord de l'Irlande. En outre, elle a salué les efforts positifs de la Commission Européenne dans la négociation d'accords sur la mise en œuvre du protocole en Irlande.

Dans une démarche proactive, le Parlement basque a proposé une visite officielle d'une délégation de la commission des affaires européennes et de l'action extérieure en Irlande.

Le but de cette visite sera de vérifier le degré de conformité à l'Accord du Vendredi Saint, en insistant sur l'engagement du Parlement basque à assurer le succès ininterrompu et le respect des principes de cet accord de paix historique.

Oihana Etxebarrieta, députée d'EH Bildu ayant présenté la motion, a exprimé sa satisfaction pour le soutien reçu par différents partis pour cette initiative. Elle a souligné son importance et a salué le suivi donné par le Parlement basque au fil des années à l'Accord du Vendredi Saint et à sa mise en œuvre.

Porter le débat sur l'unité irlandaise à Bruxelles

Emma Rainey - Bruxelles

Lancé en mai 2023, BXL-Irish Unity est un groupe de bénévoles non partisans issu de la diaspora irlandaise de toute l'île d'Irlande, du Nord et du Sud, basée à Bruxelles. L'initiative rassemble des personnes d'horizons divers travaillant dans les institutions européennes ainsi que dans les secteurs privés et à but non lucratif. Les personnes impliquées dans BXL-Irish Unity représentent un large éventail de personnes intéressées par le sujet – ce qui signifie que certains membres soutiennent l'unité irlandaise tandis que d'autres sont plus « curieux de l'unité ». Ce qui nous unit est la conviction que les discussions sur l'avenir de l'Irlande doivent être portées au-delà du niveau national, au niveau européen, car les États membres et les institutions auraient à jouer un rôle important en facilitant l'unification de l'Irlande si tel était le résultat d'un référendum.

En septembre de cette année, le groupe a organisé son premier événement public au cours duquel Shona Murray, correspondante européenne d'Euronews, a partagé son point de vue sur l'évolution du contexte de l'unité irlandaise au lendemain du Brexit.



L'événement de mise en réseau informel a attiré des personnes d'horizons professionnels et de groupes d'âge variés qui ont fait preuve d'un grand enthousiasme pour le travail que nous accomplissons. Au cours des derniers mois, nous avons également travaillé avec les partis politiques irlandais et les députés européens pour contribuer à combler le déficit démocratique laissé par le Brexit, en plaidant pour une représentation accrue de l'Irlande du Nord au Parlement Européen grâce au statut d'observateur. Les activités de BXL-Irish Unity consistent également à promouvoir les voix de la diaspora comme étant essentielles au débat sur l'unité irlandaise, ainsi qu'à plaider en faveur de l'extension du droit de vote aux citoyens irlandais à l'étranger en cas de référendum. Nous pensons que les citoyens irlandais en Europe

ont des perspectives et des idées précieuses à offrir sur ce à quoi pourrait ressembler une Irlande nouvelle ; leur participation à une assemblée citoyenne est donc cruciale.

Pour 2024, nous avons plusieurs projets en chantier pour collaborer avec des organisations partageant les mêmes idées, notamment Ireland's Future et la Commission New Ireland. Nous concentrerons également certains de nos efforts sur la mise en application de l'Accord du Vendredi Saint, en travaillant en étroite collaboration avec le Sinn Féin et d'autres partis politiques pour surveiller la divergence des politiques britanniques par rapport à la CEDH. Nous poursuivrons également nos efforts de développement de cette communauté à Bruxelles et nous nous efforcerons d'impliquer les personnes du nord de l'Irlande qui souhaitent rejoindre l'UE.

Vous pouvez trouver plus d'informations sur BXL-Irish Unity au lien suivant:

<https://bxl-irishunity.com/>

Rejoignez le mouvement

@BXLirishunity



IRLANDE: LE SAVIEZ -VOUS?



Mícheál Mac Donncha

L'Irlande a été profondément influencée par les deux grandes révolutions de la fin du XVIIIe siècle : les révolutions américaine et française. Et leur influence se fait encore sentir aujourd'hui.

À la fin du XVIIIe siècle, l'Irlande était sous l'autorité de la couronne britannique, gouvernée par des fonctionnaires britanniques au château de Dublin. Il y avait un parlement sans exécutif, qui représentait l'élite qui contrôlait le pays, des aristocrates et propriétaires terriens de religion protestante. Seuls les propriétaires fonciers ayant cette religion d'État britannique pouvaient se présenter aux élections ou voter. L'élite coloniale avait dépossédé les autochtones gaéliques d'Irlande, pour la plupart catholiques, lors des guerres du XVIIIe siècle.

Une richesse somptueuse fondée sur la possession d'immenses propriétés foncières coexistait avec une pauvreté rurale abjecte et la misère dans les villes et les villages. À cet égard, l'Irlande ressemblait à la France pré-révolutionnaire. Il y eut également l'essor d'une classe marchande et de travailleurs urbains qualifiés. Lorsque la Révolution américaine a éclaté, elle s'est avérée un point de ralliement pour ceux qui voulaient libérer le commerce irlandais des restrictions imposées par le gouvernement britannique. Les colonies américaines rebelles bénéficiaient d'un grand soutien en Irlande et, alors que la Grande-Bretagne était en guerre contre elles, des pressions furent exercées avec succès pour accorder plus de pouvoirs au Parlement irlandais et assouplir les restrictions commerciales.

Toutefois, ceci n'a en rien changé le cadre colonial sectaire et le système de classe du gouvernement irlandais. Puis arriva la Révolution française et sous son influence, la Société des Irlandais Unis (Society of United Irishmen) fut fondée en 1791. Elle aspirait à unir les Irlandais de toutes religions, à abolir le sectarisme et à obtenir l'indépendance politique irlandaise.

Lorsque le gouvernement britannique réprima ses membres, la Society of United Irishmen se tourna vers la France révolutionnaire pour obtenir une aide militaire afin de libérer l'Irlande. Son leader Theobald Wolfe Tone se rendit à Paris et obtint le soutien du Directoire. Des expéditions militaires navales françaises furent envoyées en Irlande en 1796 et 1798, les premières échouant à débarquer et celles de 1798 trop petites pour être décisives. Malgré ces revers, les Irlandais Unis se révoltèrent en 1798 avec l'objectif d'une République irlandaise. Catholiques et protestants ont combattu côte à côte pour la liberté irlandaise. Cette première révolution irlandaise fut brutalement réprimée par le gouvernement britannique et plusieurs milliers de personnes furent tués.

Il y a 225 ans, en novembre 1798, Wolfe Tone fut capturé, jugé et emprisonné à Dublin et mourut en détention. Lors de son procès, il déclara :

"Dès ma prime jeunesse, j'ai considéré les liens entre la Grande-Bretagne et l'Irlande comme la malédiction de la nation irlandaise et j'étais convaincu que, tant qu'ils perdureraient, ce pays ne pourrait jamais être ni libre, ni heureux."



Keep up to date with us on Twitter - follow

@sinnfeinireland @SFIntDept



Mary Lou McDonald TD
@MaryLouMcDonald



Michelle O'Neill MLA
@moneillsf



Sinn Féin
@sinnfeinireland